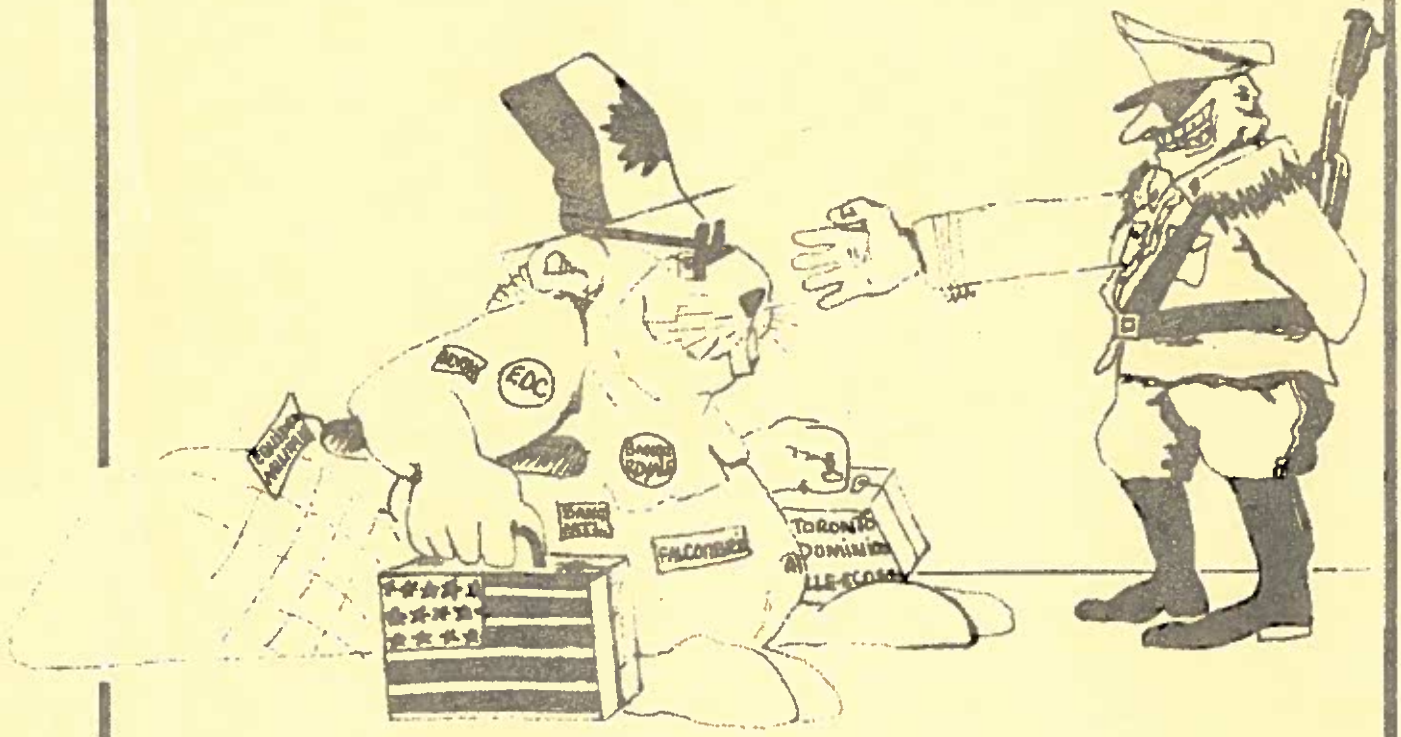
AVRIL - MAI 78 NO. 29 $0.50

CHILI · QUÉBEC
INFORMATIONS

- Nos boss aiment bien le Chili
- Le Canada et les Etats-Unis continuent d'armer Pinochet



- BOLIVIE: des grèves hors du commun avant les élections

CHILI '78 · DESTRUCTION ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

COMITÉ QUÉBEC-CHILI
356 est, rue Ontario, Montréal, Que. tél: 842-8459

CHILI-QUÉBEC ☆ CHILI-QUÉBEC ☆ CHILI-QUÉBEC ☆ CHILI-QUÉBEC

le fil des événements

Les deux prêts de la mi-décembre coïncidaient avec la condamnation, par les Nations-Unies, des violations des droits de l'homme commises par la Junte -condamnation appuyée par le Canada! Mais les banques qui font la même chose en Afrique du Sud disent qu'il "est difficile de passer des jugements moraux sur la politique intérieure d'un pays étranger".

LE CANADA: UN VALET HEUREUX

La Banque de Montréal justifie son prêt comme suit: la Société pour le développement des exportations (société du gouvernement fédéral pour financer les exportations) "n'a pas la moindre hésitation à garantir quoi que ce soit pour le Chili", et ce pays est "un bon débiteur". Le gouvernement garantit donc les prêts faits au Chili, tout comme il y favorise les investissements miniers.

L'argent de taxes sert ainsi à envoyer nos économies, et les profits acquis sur notre travail, pour financer le "bain confortable" où nos capitalistes vont s'installer parce qu'ils ne sont pas assez à leur aise ici pour nous exploiter. Faut pas être surpris. C'est la même bourgeoisie qui contrôle "nos" industries avec le capital que nous produisons, et "notre" finance avec les économies que nous lui donnons, et "notre" Etat avec les taxes que nous lui payons.

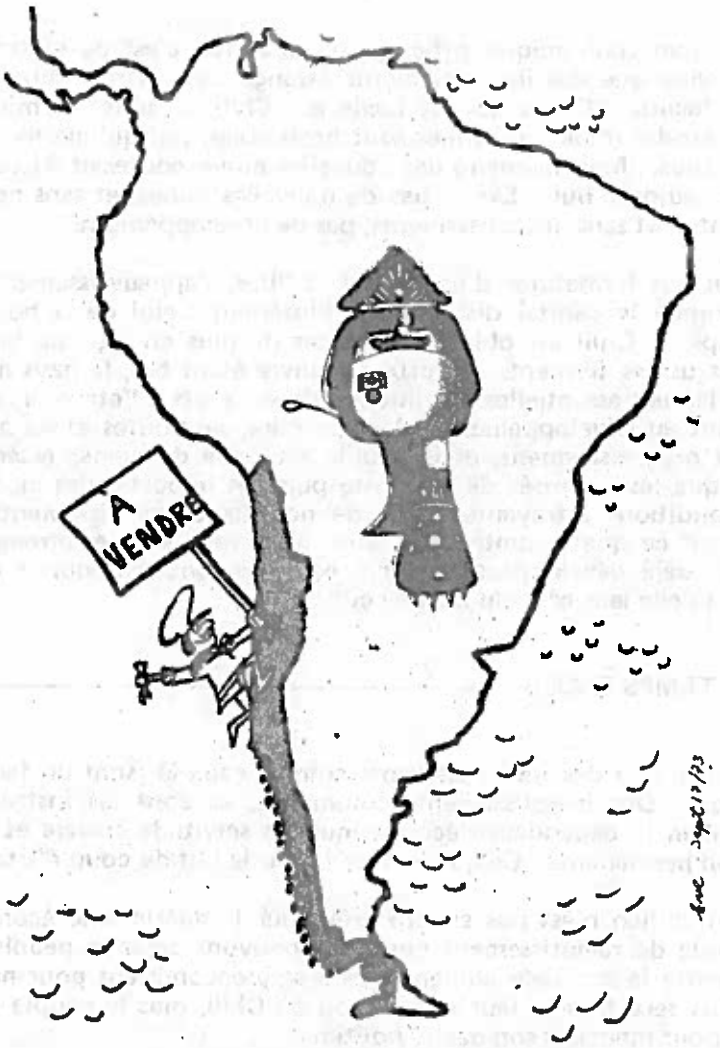
Le 19 décembre, aux Communes, "notre" ministre de l'Industrie et du commerce, Jack Horner, disait que le gouvernement n'a pas à juger de la conduite morale du Chili quand il s'agit de questions commerciales. (Tiens, il a dû entendre ça quelque part!) Accorde-t-il plus d'importance à l'effet sur l'emploi et le développement au Canada?

LE PIED DERRIERE L'ORTEIL: LES U.S.A.

Le jeu est clair. Le président Carter fait ses scènes sur les droits de l'homme et pendant ce temps, à Ottawa on entend le franc langage du capitalisme. Et ce sont d'abord les patrons canadiens qui vont faire trempette au Chili. Mais attention: en même temps qu'il dit des gros mots sur le régime chilien, Washington ne se gêne pas pour laisser le Fonds monétaire international (où il prédomine) prêter à Pinochet tout ce qu'il refusait à Allende -environ $300 millions en 1976, par exemple, c'est-à-dire, plus de la moitié de tous les crédits reçus par la Junte.

Les patrons américains commencent d'ailleurs à venir rejoindre les patrons canadiens au Chili. Superior Oil participait en juillet au projet de Falconbridge. Au lendemain du "plébiscite" de janvier, Exxon (Esso Imperial, chez nous) a acheté pour $107 millions une des plus grosses mines de cuivre du Chili, Disputada de las Condes. Ce n'est pas un projet mais bien un achat. La mine appartenait au gouvernement et Exxon se prépare à y mettre un milliard en améliorations. Goodyear, de son côté, veut aussi acheter du gouvernement chilien une compagnie de pièces et de pneus d'auto, l'INSA, pour $34 millions.

le fil des événements



La Junte offre les meilleurs conditions pour l'exploitation des travailleurs, des richesses naturelles et de l'environnement chiliens. Et elle permet aux investisseurs de rapatrier tous les profits qu'ils voudront et même après seulement trois ans, leur capital et leur équipement. Aucun risque. Mais un problème: le prix du cuivre.

"LES TEMPS SONT DURS" POUR LA POLITIQUE ECONOMIQUE DE LA JUNTE

De 85 sous il y a trois ans et demie, la livre de cuivre est passée à 55 sous l'an dernier, et maintenant elle vaut 63 sous. Ca n'augmentera pas de si tôt, puisque de nouvelles mines, en Pologne, en Iran et au Pérou vont bientôt entrer sur le marché international. Or le Chili détient le quart des réserves mondiales de minerai de cuivre et, en 1977, le cuivre représentait encore la moitié de ses exportations, soit environ $1.3 milliards. "Nous avons stoppé tout développement de nouvelles mines", annonçait cet automne le ministre chilien des Mines et du pétrole, Enrique Valenzuela. Ce qui permet à la Noranda de remettre à plus tard ses projets pour Andacollo: elle a déjà de graves difficultés financières à cause du prix du cuivre; "les temps sont durs" disait le président Powis en septembre.

La politique économique officielle de la Junte, c'est de mettre le développement du Chili à la remorque des investissements étrangers en offrant aux capitalistes étrangers un appât: la facilité. Or ce qui est facile au Chili, ce sont les mines de cuivre. Actuellement, les grandes mines chiliennes sont profitables, puisqu'une livre de cuivre ne leur coûte que 48 sous. Mais le cuivre des nouvelles mines coûterait $1.05 la livre -l'équipement coûte cher, aujourd'hui. Donc, pas de nouvelles mines, et sans nouvelles mines, pas d'investissements. Et sans investissements, pas de développement.

En effet, les fermetures d'usines, les faillites, l'appauvrissement provoqués par la junte ont diminué le capital disponible à l'intérieur, celui de la bourgeoisie nationale. En même temps, le Chili est obligé d'importer de plus en plus de biens de consommation, puisque ses usines ferment. Le prix du cuivre étant bas, le pays n'exporte pas assez pour payer ses denrées essentielles, les intérêts de ses prêts à l'étranger, et en plus, des importations servant au développement. Au contraire, les routes et les autres services publics se détériorent progressivement, et le peuple est privé de biens essentiels, comme des remèdes, pour que les favorisés de la junte puissent importer des biens de luxe. Ce ne sont pas des conditions attrayantes pour de nouveaux investissements, même en dehors du cuivre. Tout ce que le junte peut faire, c'est vendre à des étrangers, comme Exxon, des compagnies déjà développées, à des prix qui seront remboursés en quelques années par les profits qu'elle leur cède du même coup.

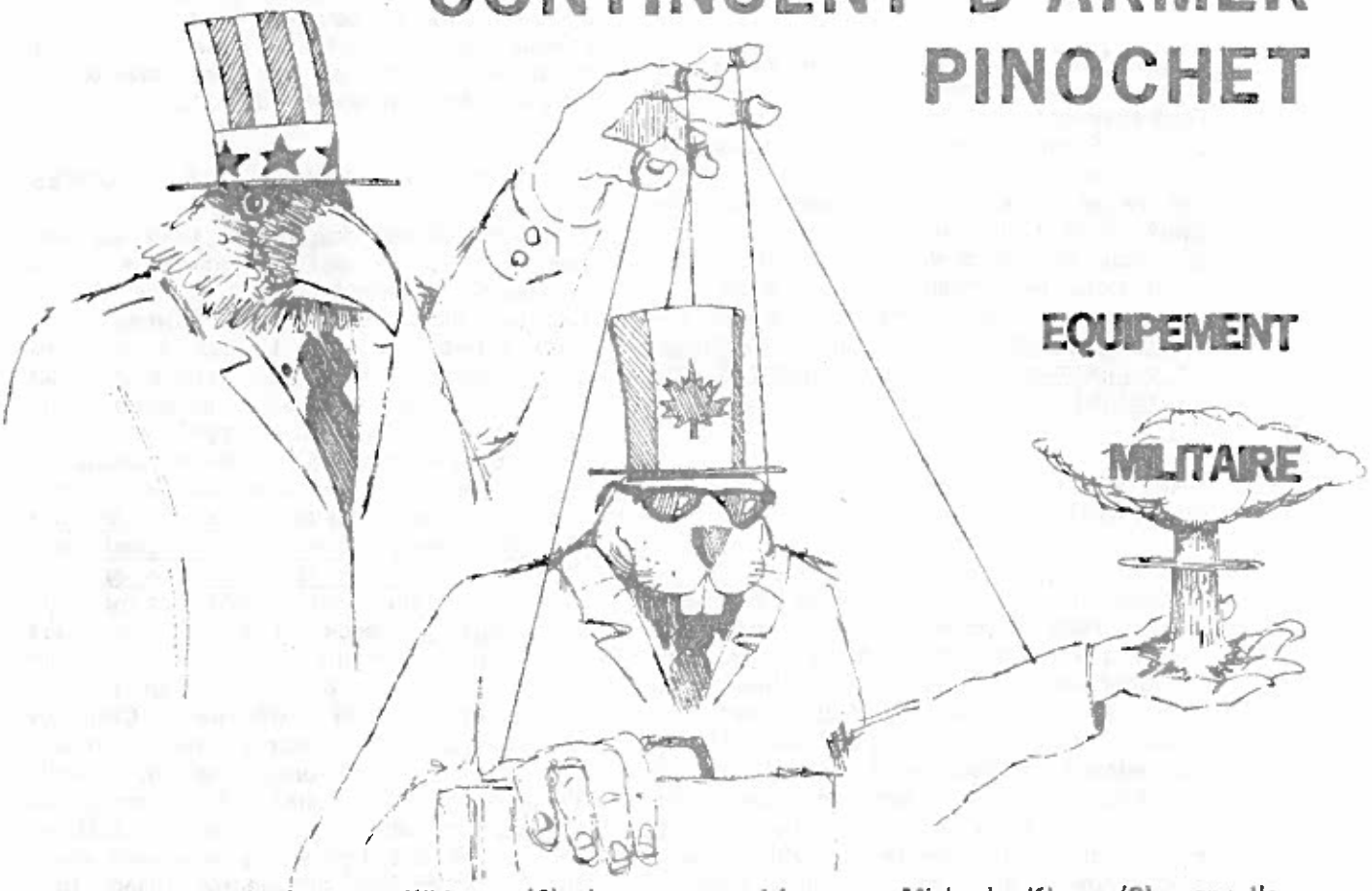
C'EST LE TEMPS D'AGIR

Il est clair que des investissements comme ceux-là sont un faux remède à la situation économique. Des investissements comme ça, ce sont les instruments pour imposer au peuple chilien la dépendance économique, la servitude sociale et la soumission politique d'une façon permanente. Ce qui est finalement le but du coup d'Etat.

Le bain chilien n'est pas encore prêt pour l'impérialisme économique: c'est pendant cette période de ralentissement que nous pouvons aider le peuple chilien. Plus nous ferons connaître le scandale chilien, plus il sera encombrant pour nos boss d'aller s'installer là-bas. Plus sera freinée leur installation au Chili, plus le peuple chilien pourra regrouper ses forces pour maîtriser son destin politique.

MANIFESTATION À TORONTO 29 AVRIL '77

LE CANADA ET LES ETATS-UNIS CONTINUENT D'ARMER PINOCHET



La compagnie Pratt et Whitney (1) de Longueil a fourni les moteurs pour au moins 3 avions de patrouille navale vendus au Chili par l'intermédiaire de l'entreprise d'aviation Embraer du Brésil. Les avions étaient aussi équipés de radars extrêmement perfectionnés (AN/APS-128) produits aux Etats-Unis par la firme Cutler-Hammer de New York. C'est ce que nous apprenions dans un article du 25 novembre 1977 du Los Angeles Times.

L'auteur, Michael Klare (2) rappelle que le Congrès américain a pourtant coupé toute aide militaire et toute vente d'armes au Chili en 1974 à cause du régime de terreur qui y régnait. Toutefois, l'embargo n'affectait alors ni les commandes déjà placées aux Etats-Unis ni les ventes effectuées par des compagnies privées américaines. On imagine bien que le Chili a pu contourner facilement l'embargo: aussi, ce pays a-t-il pu, en 1975 et 1976, continuer de s'équiper

(1) Pratt et Whitney est le nouveau nom de la United-Aircraft. La compagnie a changé de nom durant la dernière grève.

(2) Michael Klare est l'auteur de War without end: American Planning for the next Vietnam. Knopf.

LE CANADA ET LES ETATS-UNIS CONTINUENT D'ARMER PINOCHET

aux U.S.A. de fusils, de camions militaires, de détecteurs à l'infra-rouge, de produits chimiques pour le contrôle des foules, etc.

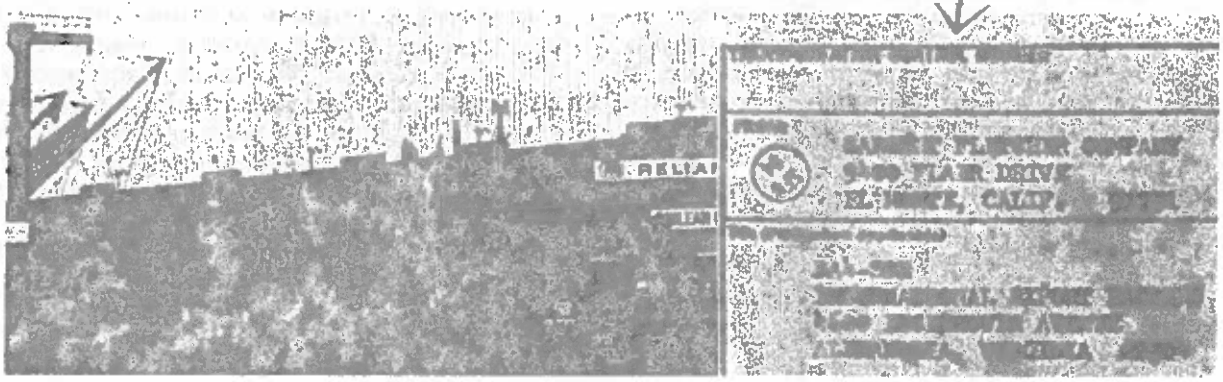
En 1976, le Congrès amendait la Loi d'exportation d'armes pour y interdire l'entraînement de militaires chiliens par des américains de même que les ventes d'armes effectuées par des compagnies privées. Les ventes d'armes n'en ont pas moins continué et le Chili vient de s'équiper, ainsi que nous le disions en début d'article, d'avions dont les moteurs et les radars sont fabriqués par des compagnies américaines. On peut se demander par quels subterfuges les compagnies américaines arrivent à contourner la loi. Il y en a deux,

BAPTISER DE CIVIL CE QUI EST MILITAIRE

Contrairement au Congrès, le Secrétariat d'Etat (State Department) est favorable aux ventes d'armes au Chili. Aussi, la première échappatoire consiste-t-elle à qualifier de civil ce qui de fait est de l'équipement militaire. Ainsi, la compagnie Cutler-Hamer s'est adressée au Secrétariat d'Etat à Washington pour demander la permission de vendre ses radars au Chili via un pays tiers, le Brésil. Tout le monde savait qu'il s'agissait d'équipement militaire. Au lieu d'en interdire la vente, les hauts fonctionnaires du Secrétariat d'Etat et du Pentagone ont tout simplement conseillé de présenter une version "civile" du radar. La compagnie aurait soi-disant apporté quelques modifications à ses radars et ceux-ci, bien que civils, étaient aussitôt installés dans des avions militaires. Certaines de leurs caractéristiques sont exclusivement militaires.

LE CANADA TRAFIQUANT D'ARMES

La deuxième échappatoire nous est bien connue. Il s'agit tout simplement, pour une compagnie américaine, de confier la fabrication et/ou l'exportation d'armes à une filiale à l'étranger. Si United Technologies du Connecticut ne peut exporter d'armes au Chili, pourquoi sa filiale canadienne, Pratt et Whitney ne le ferait-elle pas? Le Canada ne s'est-il pas toujours montré compréhensif pour "dépanner" les multinationales dans leurs entreprises de guerre? Ce n'est pas non plus la première fois que le Canada sert d'intermédiaire dans le trafic d'armes. On se rappellera qu'en août 1976, des militants du Comité Québec-Chili avaient découvert que la firme Sargent-Fletcher de Californie passait par le port de Montréal pour expédier au ministère de la défense du Chili des réservoirs éjectables pour avions F-5 (réservoirs pouvant être ultérieurement remplis d'essence ou de napalm). En réponse aux protestations de la C.S.N., de la C.E.Q. et du Conseil des Eglises, le ministère canadien des affaires extérieures disait tout ignorer de l'affaire.



CHILI'78

DESTRUCTION ECONOMIQUE ET SOCIALE

La bourgeoisie chilienne et les impérialistes américains ont réussi le 11 septembre 1973 à casser le mouvement populaire qui menaçait de mettre au monde un nouvel ordre économique, au Chili. Les militaires ont jeté par terre l'édifice démocratique dont les traditions parlementaires servaient d'exemple à toutes les bourgeoisies d'Amérique.

Les Etats-Unis ont trouvé des fractions de la bourgeoisie qui ont accepté de servir d'instruments à la transformation de l'économie de leur pays en comptoir de produits agricoles et de matières premières pour les pays très industrialisés.

LA SCIENCE N'EST PAS NEUTRE

La politique économique de la Junte militaire est le fruit des efforts théoriques des économistes de l'Université de Chicago. Selon eux, quand il n'y a pas de barrières douanières, quand il y a un libre échange de marchandises, quand le prix de la force de travail se détermine naturellement par le juste équilibre de l'offre organisée et de la demande inorganisée, alors le pays trouvera la place qui lui convient dans la division internationale du travail et de la production, et la communauté mondiale entière en profitera.

CE QU'EST LE PRODUIT NATIONAL BRUT

Pour expliquer la détérioration de la situation économique chilienne, nous devons recourir à des statistiques qui proviennent du grand livre des comptes de l'Etat: le Produit national brut (PNB). Le PNB est une méthode de comptabilité. C'est la somme des différents types de revenus: salaires, profits et intérêts, impôts indirects, amortissements.

L'entrepreneur, en engageant des employés, leur paie des salaires. Les employés travaillent des matériaux avec des machines et dans des immeubles qui ont procuré un revenu aux fabricants de ces machines, matériaux et immeubles. Ils produisent des marchandises qui donneront un profit à l'entrepreneur. A la limite, tout est revenu.

C'est le premier tableau du PNB. D'autre part, les revenus nationaux sont affectés à différents secteurs: la consommation personnelle, les investissements des entreprises, les dépenses gouvernementales de biens et services, les exportations de biens et services. La somme de ces secteurs moins l'importation de biens et services constituent l'ensemble des dépenses nationales et elle est égale aux revenus nationaux. C'est l'autre tableau du PNB.

LA REUSSITE ECONOMIQUE DE LA JUNTE EN CHIFFRES

Au Chili, le Produit national brut n'a pas cessé de décroitre de 1973 à 1976: –3.2, +4.3, –14.9, –3.8 pour cent.

PRODUIT NATIONAL BRUT	
1973 :	– 3.2 pour cent
1974 :	+4.3 "
1975 :	–14.9 "
1976 :	– 3.8 "

Déjà là, nous avons une indication que la situation chilienne se porte mal et que la situation semble permanente. Mais qui en supportent les plus grands coups? Si nous prenons l'indice des salaires en prenant l'année 1970 comme étant égale à 100, l'indice était pour 1972 et 1973 de 129.3 et 120.8. Nous voyons là que jusqu'au coup d'Etat, les salaires étaient en progression. Après le coup d'Etat, pour 1974, 1975 et 1976, l'indice des salaires est de 73.7, 76.7 et 82.2 respectivement.

INDICE DES SALAIRES	
1970 :	100
1972 :	129.3
1973 :	120.8
1974 :	73.7
1975 :	76.7
1976 :	82.2

Le changement de régime à la suite du coup d'Etat marque à lui seul une baisse de 47.1 points de l'indice de salaire, passant de 120.8 à 73.7. L'ensemble des salariés, sous la Junte militaire a subi un tort économique considérable, c'est une politique consciente d'appauvrissement.

La part des salaires dans l'ensemble des revenus était de 1971 à 1973 de 59:5 pour cent; ce qui était comparable au Canada, 55.1 en 1972. De 1974 à 1976, la part des salaires dans le revenu national tombe de 30 pour cent. La baisse des salaires est donc un transfert d'une part de la richesse sociale des mains des salariés aux mains des propriétaires fonciers et de la bourgeoisie monopoliste. Car ce sont eux qui se sont accaparés la grosse part du gâteau: 6984 millions sur 7610 millions de dollars.

La conséquence d'une telle chute des salaires, c'est qu'elle a complètement transformé la demande des biens de consommation. En 1974-75,

- la demande de biens courants (les moins incompressibles à cause de leur nécessité) a baissé de 5.7 pour cent,
- la demande des biens manufacturés de 8.8 pour cent,
- la demande des biens durables de 12 pour cent,
- la demande des biens intermédiaires industriels de 19.2 pour cent.

Il y a là une politique de destruction du marché intérieur. Le seul marché qui a connu une hausse importante est celui des exportations: en 1974-75, il passe de 1030.6 millions à 1850 millions.

Le Chili s'oriente vers les marchés extérieurs et il accepte sans restrictions la concurrence étrangère pour son propre marché intérieur. La bourgeoisie industrielle liée à ce marché, qui à l'époque s'était réjouie du coup d'État, court à sa ruine à cause des politiques favorables à la bourgeoisie monopoliste et aux grands propriétaires fonciers. Nous n'en voulons pour preuve que le nombre de faillites en février 1976: 57 industries importantes, 6 entreprises financières, 125 petites et moyennes entreprises. Au mois de mai 1977, 30 autres industries importantes ont subi le même sort.

La bourgeoisie monopoliste et les propriétaires fonciers tirent leur richesse des marchés extérieurs mais en même temps, c'est leur faiblesse. Pour arriver à réorganiser entièrement l'économie vers cette option, ces classes ont un besoin énorme d'investissements étrangers. Actuellement, l'endettement du Chili tourne autour de 1 milliard de dollars et l'aide américaine dépasse les 2 milliards.

Le gouvernement a mis au point 227 projets qui comptabilisent des investissements de 1,400 milliards. Car c'est là une caractéristique importante de cette bourgeoisie monopoliste, elle s'attache surtout aux opérations financières, commerciales ou spéculatives. Elle ne fait aucun effort pour réinvestir dans la production; en 1974-75 le pays a subi une baisse de 14.3 pour cent de ses investissements.

"Pendant que ceux-ci Trinquent..."

LES EFFETS SOCIAUX DE LA SITUATION ECONOMIQUE

La situation économique a transformé puissamment la configuration des différentes classes sociales non-possédantes. La classe ouvrière décapitée de ses organisations subit de lourdes pertes d'effectifs. Pour un salaire déprécié par l'inflation, ceux qui travaillent ont à subir de pénibles conditions de travail engendrées par la concurrence des chômeurs, des travailleurs qui sont à l'emploi minimum, des employés mis à pied dans

les entreprises d'Etat, des services publics qui ont été éliminés ou réduits par la Junte. Dans les campagnes, les paysans sont réduits à la misère noire par les propriétaires terriens. Six chiliens sur dix ont un revenu en dessous du minimum nécessaire. Un chilien sur dix a émigré. La malnutrition atteint un enfant sur cinq.

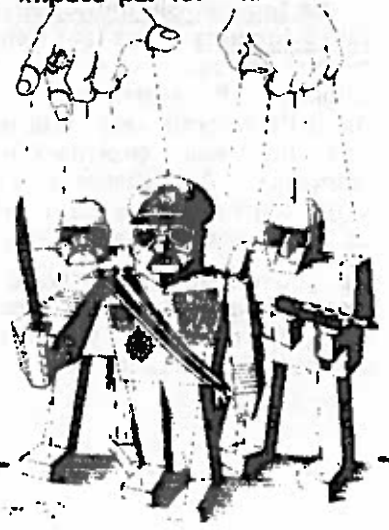
et les statistiques le démontrent clairement, c'est que la Junte défend les intérêts exclusifs de la bourgeoisie monopoliste et de la grande propriété. La Junte détruit délibérément l'ancien cadre économique national et avec lui les classes bourgeoises traditionnelles: la bourgeoisie nationale et la petite bourgeoisie propriétaire. Elle se donne com-

Pour maintenir cette politique économique et sociale, la bourgeoisie monopoliste et les propriétaires terriens se fabriquent une forme particulière d'Etat, l'Etat contre-insurrectionnel.

me tâche de réorganiser systématiquement la production industrielle et agricole dans le cadre continental imposé par les Etats-Unis.

L'ETAT CONTRE-INSURRECTIONNEL MAINTIENT LE DROIT

La Junte militaire au Chili offre l'exemple d'un nouveau type d'Etat qui s'est développé dans tout le sud de l'Amérique latine. La dictature militaire a été la seule issue pour la bourgeoisie et pour les grands propriétaires terriens pour conserver leurs privilèges et leurs droits. Mais ce qui est nouveau



Pour imposer et gérer ce projet économique, la Junte militaire compte sur une technocratie formée par les Américains. Elle bénéficie des efforts de propagande intérieure et extérieure des journaux de la grande bourgeoisie comme El Mercurio, Qué Pasa, La Segunda. Elle tente une percée dans les classes populaires en mettant sur pied des organisations de masse dans les secteurs de la jeunesse, des syndicats et des femmes. Elle a transformé les Forces Armées en un corps d'élite en resserrant son recrutement dans le but d'empêcher toute forme d'opposition en son sein.

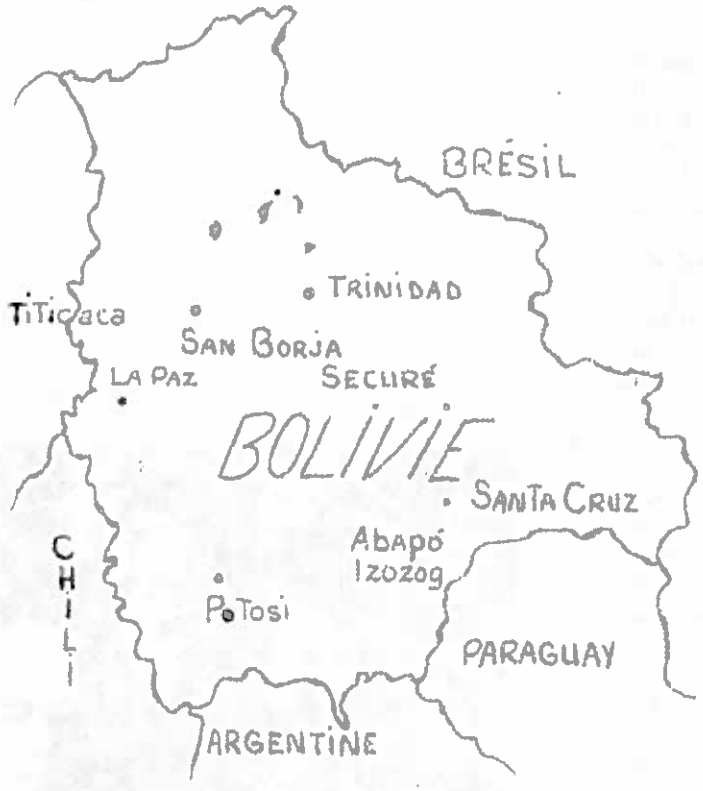
Les appareils de répression sont toujours aussi féroces, ils sont des outils essentiels au système. Cependant, dans l'opinion mondiale, la terreur politique est présentée comme l'oeuvre de malades mentaux, de fous furieux, de sadiques: les médias nous rapportent les derniers exploits d'Amine Dada. Mais la terreur est une arme dont se servent les représentants politiques d'une minorité économique pour empêcher l'organisation politique de tous les secteurs de la population.

ON RELEVE LA TETE

Si la situation économique et sociale des classes populaires ne cesse de se détériorer sous les coups de la politique de la Junte, la situation politique a changé. Les classes populaires ont commencé leur lutte de Résistance. Des luttes pour les libertés syndicales et les Droits de l'Homme ont été menées lors des grèves de Socométal, El Teniente, Mademsa. En juin '77, 26 femmes et 2 hommes ont fait une grève de la faim. Devant la Moneda, le 17 novembre '77, lors de la visite protocolaire de l'ambassadeur américain, quelques centaines de femmes ont manifesté pour les disparus avec photos à l'appui, durant 20 minutes, jusqu'à l'arrivée des carabiniers.

Au grand jour, des hommes et des femmes semblables au franc-tireur, pointent du doigt l'ennemi, indiquent le chemin car ils savent que les organisations de la Résistance regroupent les forces, engagent la lutte. Ils font appel à la solidarité internationale pour faire échec aux appuis extérieurs de la dictature. Répondre à cet appel, voilà notre tâche.

■ ■ ■



BOLIVIE : DES GRÈVES HORS DU COMMUN AVANT LES ÉLECTIONS

BOLIVIE: DES GREVES HORS DU COMMUN AVANT LES ELECTIONS

Durant le mois de janvier le gouvernement bolivien du général Banzer s'est vu confronté à l'une des plus graves crises politiques depuis qu'il a pris le pouvoir par la force en août '71.

Le point de départ de cette crise: une grève de la faim de 4 femmes et 14 enfants commencée à La Paz le 29 décembre 1977! Des grèves de la faim ça fait partie du quotidien de nos nouvelles même si pour nous la présence d'enfants dans ce genre de protestation n'est pas ordinaire. Celle-ci pourtant devait prendre une ampleur sans précédents: devant l'intransigeance du gouvernement militaire et après l'appui du Comité syndical des mineurs aux revendications des grévistes, en moins de deux semaines on comptait 1500 grévistes de la faim dans 7 villes du pays! Enfin, devant la "fermeté" des militaires (délogement et emprisonnement de centaines de grévistes) les mineurs font une grève générale de 48 heures, grève suivie partiellement par les ouvriers des industries, les paysans et les étudiants.

UNE VICTOIRE

Le gouvernement devait finalement céder aux revendications des grévistes le 18 janvier et ces revendications n'étaient pas des moindres: amnistie générale pour les prisonniers politiques, arrêt de la persécution et liberté de retour au pays pour les exilés, réintégration des mineurs mis au chômage pour des raisons politiques et arrêt de l'occupation des mines par les militaires qui durait depuis 1976.

DES ELECTIONS EN PERSPECTIVE

Il faut replacer ces revendications dans le contexte pré-électoral que vit la Bolivie. En

BOLIVIE

Putsch-General Banzer

effet Banzer a promis des élections présidentielles pour juin '78 et ces élections sont présentées comme une "ouverture", un "retour à l'institutionalité". Pour avoir un minimum de fiabilité Banzer devait donner des preuves de sa volonté "d'ouverture". Ces preuves sont nécessaires car de quel type de démocratie relèveraient des élections quand on sait que 25 pour cent des Boliviens vivent hors de leur pays, que les partis et mouvements d'oppositions n'ont aucun droit à la parole, ainsi que tout syndicat non-officiel et que depuis 7 ans tout mouvement revendicatif des travailleurs et des paysans a été systématiquement réprimé par l'intervention de l'armée qui n'hésite pas à employer son aviation quand c'est nécessaire.

Or, le seul signe de bonne volonté de Banzer, son décret d'amnistie du 22 décembre '77 accordait une amnistie tellement limitée qu'il conduisait tout droit à une élection sans possibilité d'opposition au régime (un peu dans le style du référendum à la Pinochet). C'est donc pour réclamer une véritable amnistie et un minimum de libertés que débutait la grève de la faim.

L'ampleur du mouvement de protestation, sa rapidité à se répandre dans le pays et le nombre des organisations qui l'ont appuyé est un phénomène assez exceptionnel qui démontre bien le degré de mécontentement et de rejet du gouvernement militaire dans le peuple bolivien. Car nombreux sont ceux qui, autant dans le peuple que dans l'opposition bourgeoise, réduits au silence pendant sept ans voyaient dans ces élections un espoir de se débarrasser de Banzer.

QUELS "DROITS DE L'HOMME"?

Qu'on soit "mécontent" en Bolivie on le comprend bien facilement. Il suffit ici de rappeler quelques chiffres. 157 enfants sur 1000 meurent avant l'âge d'un an; 75 pour cent de la population est sous alimentée; la moyenne de vie est de 45.6 ans dans les villes et de 35 ans dans les campagnes, Le sous emploi atteint 30 pour cent; le revenu per capita est de $30. par mois ($8.

dans les campagnes) et malgré ça les salaires réels des travailleurs de l'industrie ont baissé de 25 pour cent de 1971 (arrivée de Banzer) à 1976.

Ces chiffres ont été rappelés par un ex-ministre bolivien, Marcelo Quiroga Santa Cruz, devant une brochette de sénateurs et hauts fonctionnaires américains à Washington en septembre 1977. Sans mâcher ses mots l'ex-ministre a clairement démontré que les droits de l'homme en Bolivie comme dans le reste de l'Amérique latine ne doivent pas être pris au niveau de l'individu (à la manière "occidentale") mais bien au niveau social; qu'il existe en Bolivie un "génocide institutionalisé" qui n'est pas l'oeuvre de maniaques ou de déréglés mentaux mais bien le produit d'un système politique cohérent et que ce système est encouragé par les Etats-Unis et les pays occidentaux par l'aide massive et les investissements mis en Bolivie. Cette aide a pris d'ailleurs d'énormes proportions depuis l'arrivée des militaires. Ceci rappelle d'ailleurs des souvenirs puisque c'est le cas au Brésil, au Chili, en Argentine et dans tous les pays à régime militaire "musclé". Ce réquisitoire a de quoi mettre au grand jour la véritable portée de la défense des Droits de l'Homme de Carter.

UN MOUVEMENT DE TYPE NOUVEAU

Alors le "mécontentement" en Bolivie on comprend qu'il soit quotidien comme sont quotidiennes la misère, la mort et la répression. Mais ce qui est nouveau dans le mouvement de protestation aujourd'hui c'est qu'il a réuni de larges couches de la population contre Banzer.

C'est en effet un mouvement pluri-classiste qui a pris position en faveur des grévistes de la faim où on comptait déjà aussi bien des ouvriers que des membres de comités pour les Droits de l'Homme et des prêtres.

Ce qui est frappant c'est qu'après 10 jours de grève une multitude d'organisations, regroupements, partis l'utilisaient pour critiquer le régime: l'Eglise (à travers laquelle s'exprimait la seule opposition tolérée), des organisations de gauche mais aussi des militaires à la retraite appuyés par le MNR (1) et jusqu'à un parti de droite la Phalange socialiste bolivienne qui était traditionnellement le parti de Banzer. L'élément majeur pourtant dans tout ce mouvement, celui qui a été déterminant dans la poursuite de la grève jusqu'à l'obtention des revendications a été le Comité syndical des mineurs. Les mineurs ont encore montré leur capacité de lutte et de mobilisation (2). Quand l'Eglise par le Cardinal Maurer était prête à trouver un compromis avec les militaires, ce sont les mineurs qui ont menacé de grève générale et qui ont mis finalement leur menace à exécution les 14 et 15 janvier. Devant l'ampleur que prenait le mouvement Banzer était amené à céder.

BOLIVIE

Un grand mouvement donc qui, parti de revendications du style "Droits de l'Homme", a débouché sur une remise en question totale du régime par une majorité de la population où se sont rajoutés la résistance populaire et d'autres couches de la population.

Ce mouvement devrait donner un avant goût du scrutin du mois de juin. Déjà le 10 février, six partis et organisations qui vont du centre à l'extrême gauche ont formé un Front d'Unité Démocratique. Ce Front propose de présenter un candidat contre le candidat officiel des militaires: le général et chef de l'Aviation, Peredo Asbun.

(1) Le mouvement nationaliste révolutionnaire, parti populiste au pouvoir en 1952 avec Paz Estensoro après avoir nationalisé les principales richesses du pays est vite retombé sous l'influence de l'armée.

(2) Les mineurs ont toujours été d'un poids déterminant dans la vie économique et politique bolivienne. Ils sont regroupés dans des organisations syndicales fortes: la Fédération Syndicale des Mineurs de Bolivie affiliée à la Centrale Ouvrière de Bolivie est la plus nombreuse et la plus dynamique des Fédérations. Tous les régimes qui se sont succédés ont soit essayé de s'en faire des alliés, soit les ont réprimés sauvagement en interdisant leurs organisations syndicales et autres (celle des femmes par exemple) et par la répression physique. C'est ce qu'a fait Banzer dès son arrivée au pouvoir. En 1976, les bombardements des radios des mineurs avaient précédé l'occupation militaire des mines les plus stratégiques, occupation qui durait encore en janvier 1978.

△ △ △

MÉDECINS EN PÉRIL

Nous vous présentons un extrait d'une entrevue avec deux médecins latino-américains, l'une péruvienne et l'autre chilienne. Nous voulions parler des difficultés des immigrants à s'insérer sur le marché du travail canadien et/ou québécois. Dans les prochains numéros du Bulletin, nous donnerons la parole à d'autres travailleurs, étudiants ou mères de famille immigrés.

Q. Depuis quelque temps, les gouvernements canadien et québécois essaient de contingenter le nombre de médecins immigrants. De quoi cette situation dépend-elle?

R. Dans une première période, c'est-à-dire depuis la deuxième guerre mondiale, le gouvernement canadien a mis sur pied des programmes pour faire immigrer des professionnels des pays sous-développés par souci d'économie. Il en coûte en effet moins cher d'importer une main-d'oeuvre qualifiée que de la préparer chez soi. Ainsi, de 1961 à 1971, on retrouvait sur le marché du travail canadien 50 pour cent de médecins immigrants.

Par contre, depuis 1971, le Ministère des Affaires sociales du Québec, tant comme les gouvernements canadien et américain, vise, par des politiques bien établies, la croissance zéro pour la main-d'oeuvre de médecins étrangers.

Comme raison, on donne entre autres que ce n'est pas honnête (!) de soumettre les gens qualifiés des pays sous-développés à la tentation de la vie nord-américaine quand leur pays a tant besoin d'eux!!! On dit aussi que le Québec a suffisamment de médecins.

Ce qu'on ne dit pas, c'est que dans n'importe quelle société, le niveau de vie est lié au développement économique et que les politiques au niveau de la santé y sont aussi liées. A un système capitaliste correspond une médecine capitaliste. Dans un système capitaliste, il y a un groupe minoritaire dominant et un groupe majoritaire dominé. La minorité a tous les pouvoirs et tous les privilèges. Dans le domaine de la santé, c'est la même chose. Les médecins déjà installés ont des privilèges et un pouvoir à protéger.

MÉDECINS...

Il faut voir aussi qu'il y a deux catégories d'immigrants, ceux qui viennent au Canada pour élever leur niveau de vie et ceux qui y viennent pour des raisons politiques. Et même parmi ces derniers, il y a deux catégories d'immigrants: ceux qui quittent un pays où les forces capitalistes ont perdu le pouvoir, c'est le cas de la plupart des Vietnamiens installés ici depuis deux ans et ceux qui quittent leur pays parce qu'ils ne partagent pas les projets des capitalistes, c'est-à-dire ceux qui voudraient déprofessionnaliser la médecine et en faire une technique au service du peuple. Mais les pays qui reçoivent ce dernier groupe jouent avec les statistiques médecin/population et disent qu'ils n'ont pas besoin de plus de médecins. De cette façon, ils mettent en chômage obligatoire une catégorie de travailleurs qui veulent utiliser leurs connaissances au service de la majorité de la population.

Q. Le Québec est-il si bien doté de médecins qu'il n'aurait besoin que de ceux formés ici?

R. Cet argument tombe quand on se réfère aux statistiques publiées par la Corporation professionnelle des médecins du Québec en décembre 1977. Ces données montrent qu'il y a une absence de spécialistes dans plusieurs régions, par exemple aucun médecin spécialisé dans les accouchements sur la Côte-Nord, aucun allergiste ni dans la région des Trois-Rivières ni dans les Cantons de l'Est, aucun spécialiste pour les maladies des poumons dans le Saguenay-Lac St-Jean.

Q. Depuis 1971, n'y a-t-il pas eu quand même certains efforts pour intégrer des médecins immigrants?

R. Oui bien sûr, il y a eu des efforts de faits mais pas pour n'importe quel médecin immigrant. Par exemple, en février '76, l'Université de Montréal offrait des cours de "recyclage spécial" exclusivement ouverts aux médecins vietnamiens. C'est l'Immigration qui avait négocié ces cours avec la Corporation des médecins et l'Université de Montréal; il est aussi question de la participation des Etats-Unis au niveau du financement.

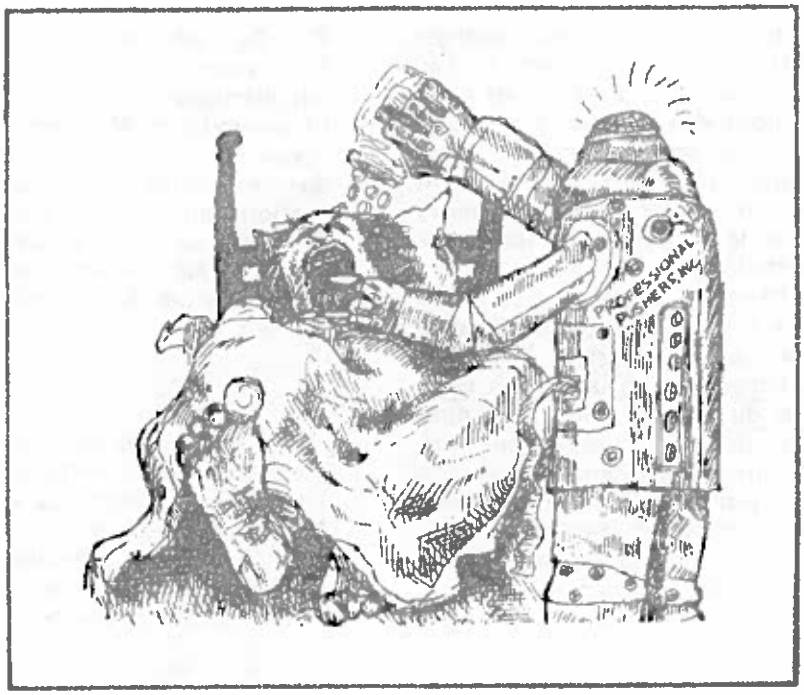
En plus d'un contingentement de l'immigration pour plusieurs groupes professionnels, les Etats-Unis ont un surplus de médecins. Ils ont donc payé le gouvernement canadien pour accepter un certain nombre de médecins vietnamiens. Ces derniers ont aussi bénéficié d'examens spéciaux.

Q. Qu'en est-il des examens que vous devez passer?

R. L'examen que nous devons réussir pour avoir le droit de faire une année d'internat est évidemment préparé en fonction du système de santé d'ici. Mais comment connaître la situation de santé des Québécois si on ne nous permet pas de travailler dans le milieu?

Et puis la formation est fort différente ici; chez nous, par exemple, on met beaucoup d'emphase sur l'approche clinique c'est-à-dire que le médecin doit apprendre à dépister et à reconnaître des maladies en se servant de ses connaissances, de son expérience et des informations que le malade lui fournit. Ici, c'est tout le contraire, pour le moindre "bobo", le médecin a recours à toutes sortes d'analyses de laboratoire et de radiographies compliquées, comme si son jugement ne valait rien sans eux et que le patient n'avait rien à lui apprendre de sa maladie.

MÉDECINS...



Une fois admis à l'internat, nous devons passer encore d'autres examens pour avoir le droit de pratiquer. Ensuite, il y a deux choix: soit une spécialisation, mais ici, nous sommes encore face au contingentement, soit le marché du travail.

Q. Existe-t-il un groupe qui vous aide?

R. Il y a le Centre d'aide aux professionnels immigrants, un organisme fédéral, qui regroupe actuellement une trentaine de médecins. De ceux-ci, douze sont en chômage, onze attendent pour se présenter aux examens et sept travaillent mais craignent de se retrouver sans emploi dans les mois à venir. Ce centre propose des solutions mais la province les refuse parce qu' elles vont à l'encontre des politiques du Ministère des Affaires sociales qui reçoit l'appui de la Corporation.

Au Chili, la Corporation des médecins était tout aussi réactionnaire. On se souvient que les médecins avaient fait la grève en 1972 dans l'espoir d'écraser le gouvernement de l'Unité Populaire.

Des médecins peuvent mettre leurs connaissances au service du peuple mais il est clair que dans le système capitaliste, les médecins jouissent des privilèges économiques et sociaux considérables ce qui fait que leur organisation corporatiste vise avant tout à maintenir le statu quo social plutôt qu'à changer le système.

• • •

LES ACTIVITÉS

DU COMITE QUÉBEC - CHILI

A partir de maintenant, chaque numéro du bulletin "Chili-Québec Informations" vous informera des principales activités du Comité Québec-Chili.

* A RIMOUSKI

Le Comité a participé à une journée de solidarité avec les prisonniers politiques chiliens: émissions à la radio communautaire, information lors d'une soirée culturelle, vente d'artisanat fait par des prisonniers au Chili.

L'accueil a été excellent. Des militants vont diffuser le bulletin du Comité dans la région. Il est en vente à la Librairie socialiste de l'est, 202 rue Cathédrale, Rimouski.

* RENCONTRE AVEC LA CEQ

Des militants du Comité ont rencontré des responsables de la CEQ pour échanger sur l'orientation et les activités du Comité et pour discuter des collaborations à venir.

* RENCONTRE AVEC LE LAWG

Séance de travail entre un militant du Comité et les militants d'un groupe de travail et de solidarité avec l'Amérique latine de Toronto, le "Latin American Working Group" (LAWG) sur la question des investissements canadiens en Amérique latine et sur la poursuite de la campagne contre les investissements et prêts canadiens au Chili.

* Une vingtaine de militants participent aux différentes équipes de travail du Comité.

* Une campagne d'abonnement au bulletin "Chili Québec Informations" est en cours.

* PARTICIPATION A UN DEBAT SUR LA SOCIAL-DEMOCRATIE

Des militants du Comité ont participé à un débat sur la social-démocratie organisé par le Centre de Formation Populaire (CFP). Le Comité est membre du CFP.

* ENVOI D'ARGENT A LA RESISTANCE POPULAIRE AU CHILI

En octobre, le Comité Québec-Chili a envoyé $2,500. au Chili, aux organisations de la Résistance. Cet argent provient des dons de militants québécois, des profits de la vente des documents, des disques et des émaux. C'est à la fois beaucoup et peu. Continuons. La Résistance en a besoin!

PUBLICATIONS DISPONIBLES

au Comité Québec-Chili

CHILI-QUEBEC Informations

Septembre '76	-	Le mouvement ouvrier et la Résistance	.50
No. 25, mai '77	-	Résistance ouvrière en Amérique latine	.50
No. 26, sept. '77	-	Pour mieux comprendre le Coup d'Etat au Chili: LA SPIRALE	.50
No. 27, oct.-nov.'77	-	Les tapisseries chiliennes	.50

TEXTES D'ORGANISATIONS POLITIQUES LATINO-AMERICAINES

- La crise de l'impérialisme et la révolution chilienne et latino-américaine (textes du MIR) '76 1.00
- La lutte au Chili forge l'unité contre la dictature. Andrès Pascal A. 1976 .50
- Qu'est-ce que le MIR? Comité central du MIR 1974 1.00
- Petite bourgeoisie et révolution. ERP-Argentine 1.00
- Notes de l'histoire du MIR .75
- Documents socialistes. Parti Socialiste du Chili. 1.00

Série: AMERIQUE LATINE AUJOURD'HUI

- L'histoire de la CEDOC .50
- Impérialisme culturel et éducation populaire .50
- Les Unions américaines, complices des "boss et de la CIA en Amérique latine .50
- Bolivie: dictature militaire et Résistance .50

D I V E R S

- Chili 1970-72. La Mobilisation des masses .25
- Chili 1976: faim et résistance .10
- Eléments d'analyse de la conjoncture actuelle au Québec et au Canada 1.00

Faites votre commande aujourd'hui au:

COMITE QUEBEC-CHILI
356 est, rue Ontario
Montréal, Qué., Canada
Tél.: (514) 842-8459

ABONNEZ-VOUS

DÈS MAINTENANT

AU

BULLETIN

CHILI-QUÉBEC

INFORMATIONS

BON DE COMMANDE

- *Je désire recevoir le BULLETIN CHILI-QUÉBEC INFORMATIONS*

NOM: .....

ADRESSE: .....

TELEPHONE: dom.:.....trav.: .....

Abonnement ANNUEL REGULIER $10.00 ☐ de SOUTIEN $20.00 ☐

ou Réabonnement

Ci-joint $_____ en ESPECE ☐ en CHEQUE ☐ en MANDAT-POSTE ☐

Faites votre chèque ou mandat-poste à l'ordre du COMITE QUEBEC-CHILI et retournez-le à: 356 est, rue Ontario, Montréal, Qué.

LA SPIRALE

LA SPIRALE, c'est un film réalisé en '76, qui analyse de façon rigoureuse la nouvelle stratégie mise au point par l'impérialisme américain pour mettre en échec la montée des forces populaires.

C'est un film à voir.

LA SPIRALE, c'est aussi un document produit par le COMITE QUEBEC-CHILI qui reprend une bonne partie des éléments du film tout en y ajoutant certaines informations.

C'est un document à lire, à discuter, à critiquer...

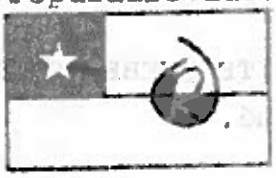
En vente ($0.50) au Comité

TOUS LES BENEFICES VONT A LA

RESISTANCE POPULAIRE au CHILI

A PORTER

Drapeau de la Résistance Populaire au Chili



Email sur cuivre

$5.00

A ECOUTER

un disque

du groupe

KARAXU

Chants de la Résistance Populaire Chilienne

$6.00